

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité – 11 octobre

1. Deux sujets continuent à attirer l'attention :

⇒ la **crise migratoire continue à faire beaucoup parler**, notamment les plus inquiets de notre capacité d'accueil et de l'impact de l'arrivée des réfugiés dans une société déjà traversée de tensions. Il y a toujours énormément de questions en suspens, auxquelles les Français interrogés attendent des réponses des (y compris, dans notre camp, des réassurance sur le fait de ne pas perdre la France « accueillante » qu'ils aiment).

⇒ de même, la **guerre en Syrie inquiète beaucoup** : quels risques pour la France ? Va-t-on vers un conflit généralisé ? Que cherche la Russie ? Qui sont nos ennemis ? Cela inquiète d'autant plus que l'on voit l'escalade des tensions entre Israéliens et Palestiniens, autre signe d'un monde de plus en plus tendu et menaçant.

Sur ces deux sujets, les Français ont encore beaucoup d'interrogations, mais le système politico-médiatique semble être passé à autre chose. Plus personne n'en parle, à part Marine Le Pen, qui profite des incertitudes et des inquiétudes pour se créer un terreau favorable. Par petites touches, elle cadre le débat : envahissement, crise durable, association à l'Islam radical, ...

2. A côté de ces sujets de fond, les commentaires portent sur :

⇒ la **polémique autour de N. Morano, qui continue à faire beaucoup parler** (à première vue encore davantage que la semaine dernière, en l'attente de quantification). Que l'on voie N. Morano comme une victime du politiquement correct (« *pour une fois que quelqu'un dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas, il faut prendre le taureau par les cornes même si c'est un peu tard* », « *elle a raison et c'est De Gaulle qui le disait* ») ; que l'on déplore ses propos (« *qu'on dise que la France est chrétienne, encore... Mais de race blanche, non* ») ; qu'on en craigne les conséquences (« *alors qu'on est en train de gérer les migrants ça peut mettre le feu aux poudres* ») ; ou que l'on y voie des manœuvres politiciennes (« *Sarkozy règle ses comptes* », « *ils sont en train de se bouffer le nez* ») ; la résonance est forte. N. Morano a manifestement touché quelque chose qui la dépasse largement.

Sans rebondir directement dans le débat (qui serait vu comme politicien), **nous pourrions continuer à répondre de manière contournée sur le fond** (notamment en creusant le sillon de deux choix de société ou deux visions du vivre-ensemble qui s'opposent).

⇒ le **conflit à Air France**, qui signe une société « *brutale* », où plus personne ne cherche à dialoguer (« *l'échec du dialogue social à la française, la non-représentativité des syndicats, et l'impossibilité de réformer la France* »), en plus de « *donner une image désastreuse de la France* ». Signe aussi de « *l'impuissance de l'Etat qui est actionnaire mais laisse les blocages perdurer* ». La faute semble plutôt incomber aux pilotes (« *ils ont refusé des heures de plus, si bien que du personnel va être licencié* »). Mais de manière générale, c'est surtout l'impression de violence et de blocage qui ressort (« *choquant, on n'est pas des sauvages !* »).

Les quantis le confirment : interrogés sur le comportement des salariés d'Air France, seuls 8% les « *approuvent* » (soit bien moins que les 23% qui approuvaient les séquestrations de patrons de Caterpillar et Molex en 2009, ou les 30% qui soutenaient les actions contre les cadres de Sony et de 3M) ; 38% les « *condamnent* » (forte augmentation comparé aux 7 à 15% de 2009) ; 54% les « *comprennent sans les approuver* ».

La tolérance à la violence est donc extrêmement faible, sans pour autant effacer la demande de renouer le dialogue et de dégager des solutions au delà du retour au calme. Or si **la remise en ordre a été vue, le volet médiation / dialogue sans doute moins**. C'est ce qui peut expliquer que seuls 24% des Français (33% à gauche) jugent que le gouvernement a « *bien géré* » cette crise. Si le contexte de la reprise des discussions s'y prête, nous pourrions peut-être tenter de nous y associer davantage.

⇒ la **passé d'armes entre le Président et Marine Le Pen** est assez bien restituée. Certains sont choqués de ce que MLP se soit attaquée aussi violemment à l'institution présidentielle, donc à la France. D'autres donnent raison à Marine Le Pen, considérant que le Président est inféodé à l'Allemagne. La solidité du couple franco-allemand a également rassuré.

D'une manière générale, **cette séquence ne peut être que bénéfique**, laissant une trace mémorielle d'un Président combatif, engagé, et tranchant.

⇒ **les inondations**, qui sont plutôt mises sur le compte des « *hommes qui construisent n'importe où et n'importe comment* » (pas de lien fait avec le changement climatique).

⇒ **la sécurité et la justice**. Le braquage est moins mentionné comme tel que transparaissant dans les nombreux commentaires dépeignant la société telle qu'elle est vécue ces dernières semaines : faite de désordre, de tensions et d'angoisse. **63% des Français ont entendu parler des mesures** pour mieux contrôler les prisonniers ayant obtenu une permission. Sans être très élevé c'est un niveau non-négligeable, signe que malgré le faible nombre d'UBM généré par cette affaire dans les médias, **le choc a été suffisant pour que les Français tendent l'oreille**.

Nous partons cependant avec des handicaps : 32% seulement jugent que les mesures annoncées par C. Taubira seront « efficaces » (42% à gauche). Il faut dire qu'ils placent la barre haut : les Français ne sont qu'un sur quatre (26%) à penser que « *la justice fonctionne bien en France* » (seuls les électeurs de premier tour de François Hollande en 2012 sont une légère majorité à considérer que la justice fonctionne bien - 51%). **La demande est sans surprise à plus de sévérité** : 74% jugent que la justice n'est « *pas assez sévère avec les individus soupçonnés d'avoir des liens avec les réseaux terroristes* » (dont 47% sont « *tout à fait d'accord* », et 64% à gauche) ; 63% ne la jugent « *pas assez sévère avec les petits délinquants* » (dont 49% à gauche).

M. Valls est vu comme le plus efficace pour améliorer le fonctionnement du système judiciaire (33%), devant C. Taubira (28%) et B. Cazeneuve (27%), le PR ne recueillant que 5% de citations.

La Garde des sceaux est à gauche, mentionnée comme la plus légitime pour traiter le dossier (41% auprès sympathisants PS), sans qu'il soit possible de faire la part du légitimisme institutionnel et de la fidélité politique. A noter cependant que 30% des sympathisants PS disent préférer que ce dossier soit confié à B. Cazeneuve et 25% à M. Valls, soit une majorité qui semble pencher vers une ligne plus ferme.

Le score du Président peut s'expliquer de plusieurs façons : par le fait que s'étant très peu exprimé sur le sujet il n'a pas, dans l'esprit des Français, de position identifiée sur la justice ou la sécurité ; par le fait que ces derniers ne demandent pas une intervention présidentielle sur un domaine où chacun (PM, B. Cazeneuve, C. Taubira) semble couvrir une partie du champ ; ... Sans qu'il soit possible à partir de ces seules données d'arbitrer entre ces hypothèses.

⇒ **enfin toujours des commentaires sur l'emploi et l'économie** qui ne redémarre pas, sans qu'ils soient plus forts que d'habitude.

Dans cette période confuse résumée par un verbatim « *c'est le bazar, il n'y a plus de respect de rien* » et où les politiques ne paraissent pas en mesure de maîtriser ce qu'il se passe, l'attention est surtout attirée par ce qui pourrait dérapier – c'est à dire ce qui paraît le plus dangereux – : le monde qui s'embrase, les tensions internes à notre société qui s'accumulent. Mais nul doute que, lorsque les choses se seront un peu calmées, les Français nous reprocheront s'ils ne perçoivent pas d'action économique visible d'en avoir profité pour lever le pied alors que l'économie reste toujours stagnante.

A noter que la **forte adhésion au principe « d'assouplir certains aspects du Code du travail en donnant la possibilité aux entreprises et aux salariés de négocier sur des sujets comme le temps de travail ou les conditions de travail »** reste stable par rapport à début septembre à 77% (dont 73% chez les catégories populaires, et 71% à gauche) – malgré les caveats que l'on connaît.

Il paraît **important de montrer rapidement que le dialogue social peut fonctionner**, (alors que 82% des Français voient dans le conflit à Air France « *le signe d'un dialogue social qui se dégrade* » contre 17% seulement « *un cas isolé qui n'est pas représentatif de l'évolution du dialogue social* ») **que l'on agit sans cesse pour faire repartir l'emploi, et que le pays n'est pas définitivement bloqué** par des compromis impossibles et des politiques impuissants.

Adrien ABECASSIS